

## PROJET FILETS SOCIAUX

### 1. Contexte et justification du projet

Les sécheresses récurrentes impact sérieusement les conditions de vie de la population pauvre et vulnérable qui n'a pas des moyens pour faire face aux chocs et les risques de perte irréversible du capital humain.

C'est ainsi qu'un projet de renforcement des filets sociaux est mis en œuvre pour la première année en décembre 2010 en phase pilote financé par un don Japonais de Développement Sociale (JSDF). Le projet novateur a augmenté l'efficacité des interventions nutritionnelles et a motivé le gouvernement à l'élaboration d'une stratégie de protection sociale axée sur le filet social de sécurité.

Il comprenait un volet d'emploi à haut intensité de main d'œuvre et un volet de lutte contre la malnutrition maternelle et infantile à base communautaire en mettant l'accent sur les 1000 premiers jours critiques de la vie d'un enfant.

Au vu du succès du projet pilote, le gouvernement a obtenu en 2012, un don IDA (H779-DJ) suivi d'un premier financement additionnel (crédit 5544-DJ) pour la période 2014-2018. L'objectif de ce financement additionnel est l'expansion du projet de renforcement des filets sociaux et ainsi de pérenniser les acquis du projet. Dans le cadre de ce manuel, le don IDA H779-DJ et le crédit IDA 5544-DJ seront intitulés IDA1 et IDA2, respectivement.

La troisième enquête de pauvreté auprès des ménages publiés en 2012, a montré que la pauvreté est restée structurelle et endémique. L'incidence de pauvreté extrême et relative représente respectivement de 23% et 40,8% selon les données de la DISED (EDAM-IS3/EBC 2012-2013). Et en dépit d'un taux de croissance de plus de 4%, le chômage est resté élevé à 48,4%.

La malnutrition est restée élevée avec un taux de 29,7% pour les enfants de moins de 5ans souffrant de malnutrition chronique et un taux de 29,6% d'insuffisance pondérale, et 17,8% des enfants souffrant de malnutrition aiguë selon l'enquête SMART, 2013.

Ainsi, pour assurer un minimum de protection à cette population pauvre et vulnérable face aux chocs irréversibles et dans l'optique de renforcer la résilience et investir dans le capital humain, le gouvernement a mis en place un Programme de Transfert Monétaire intitulé Programme National de Solidarité Famille (PNSF) à l'échelle national début 2016. Ce programme est un instrument de protection sociale et de réduction de la pauvreté extrême.

En tenant compte des acquis et du succès du projet de renforcement des filets sociaux, et tout en assurant la complémentarité avec le Programme National de Solidarité Famille, un nouveau financement additionnel de 4 millions de \$ est mobilisé (IDA3 ou financement additionnel 2).

Ce financement permettra de renforcer le système de protection sociale en assurant la coordination, la synergie et la complémentarité des programmes de filets sociaux, et aussi d'assurer l'extension et la pérennisation du projet de renforcement des filets sociaux.

Une fois que l'accord cadre du financement additionnel 2 sera signé entre le gouvernement et la Banque Mondiale, les changements effectués dans l'objectif du développement ainsi que les composantes seront aussi valables pour l'IDA 1 et 2.

## **2. Objectifs du projet**

Les objectifs du projet financé respectivement par les fonds IDA 1 & 2 consistaient :

- La création d'opportunités d'emplois temporaires pour les personnes pauvres et vulnérables à travers des projets communautaires à haute intensité de main d'œuvre,
- L'amélioration des pratiques nutritionnelles pour les femmes enceintes/allaitantes et les enfants en âge préscolaire.

Ces objectifs ne prenaient pas en considération les efforts engagés par le projet dans l'établissement d'un système de filets sociaux à travers le registre social et le renforcement de capacités institutionnels (comme les ateliers et les formations des cadres du SESN et l'ADDS).

Ainsi les objectifs du projet dans le financement additionnel 2 sont légèrement modifiés et formulés comme suit:

Renforcer le système de filets sociaux de sécurité à travers (i) l'amélioration du ciblage, (ii) l'amélioration des pratiques nutritionnelles (iii) et le développement et l'accès des emplois temporaire pour les ménages pauvres et vulnérables.

## **3. Composantes du projet**

Dans le cadre du financement de l'IDA 1 & 2, le projet se déclinait en quatre composantes :

- Composante 1: Travaux publics à haute intensité de main d'œuvre (HIMO);
- Composante 2: Aide sociale axée sur la nutrition
- Composante 3: Suivi-évaluation
- Composante 4: Gestion et administration du fonds

Dans le nouveau financement additionnel 2 (IDA3), les composantes du projet sont modifiées également: les composantes 1, 2 et 3 sont combinées en une seule composante et une nouvelle composante est ajoutée.

Ainsi, les nouvelles composantes du projet s'articulent comme suite:

- **Composante 1 : Aide sociale axée sur la nutrition, Travaux publics à haute intensité de main d'œuvre (HIMO), et suivi-évaluation des activités nutrition et HIMO pour les ménages pauvres et vulnérables comprenant des femmes enceintes/allaitantes et des enfants préscolaire (0-5ans)**

Dans le cadre de cette composante, il est question de renforcer la résilience des ménages bénéficiaires à travers la prévention de la malnutrition à base communautaire et une amélioration de leurs revenus soit par l'offre des activités HIMO ou en combinaison avec le programme national de solidarité famille offert par le gouvernement.

En effet cette composante regroupe les activités de nutrition, et d'HIMO ainsi que le suivi évaluation.

Étant donné que l'approche de la prévention de la malnutrition à base communautaire est au centre des préoccupations du gouvernement et des partenaires au développement à Djibouti. Une des objectifs de ce financement additionnel 2, est d'institutionnaliser et de pérenniser l'approche. Ainsi, une meilleure appropriation de l'approche par la communauté et les partenaires est indispensable.

C'est pour cela qu'il est prévu d'inclure le renforcement des capacités communautaires sur les aspects nutritionnels à travers la distribution des matériel, l'organisation, l'accompagnement et l'offre des formations.

- **Composante 2: Renforcer le système de protection sociale.**

Le gouvernement a élaboré en 2012, une stratégie nationale de protection sociale axée sur les filets sociaux de sécurité pour la période de 2013-2017.

Comme cette stratégie arrive à terme et que le secteur de la protection sociale prend de l'ampleur dans le domaine de la réduction de la pauvreté, cette composante permettra de soutenir le gouvernement à l'élaboration d'une politique nationale de protection sociale.

Ce document stratégique développera les outils nécessaires pour une meilleure coordination des actions en vue de pérenniser les acquis des projets des filets de sociaux et d'opérationnaliser le système du registre social pour améliorer le ciblage des bénéficiaires des programmes.

Aussi, il est prévu dans le cadre de cette composante de renforcer la capacité institutionnelle et d'affiner la conception du Programme National de Solidarité Famille en cours.

- **Composante 3: Gestion et administration du fonds**

Cette composante fournit un appui dans la mise en œuvre dudit projet.

Elle porte sur (i) le recrutement du chef de projet en charge de la gestion du fonds et de la coordination sur le terrain, (ii) la réalisation des audits, (iii) la logistique et (iv) le renforcement des capacités de l'équipe d'appui du projet.

#### **4. Zone d'intervention et Population cible**

- Population cible

Dans le précédent financement (IDA 1 et IDA 2), la population cible du projet de renforcement des filets sociaux était des :

Femmes enceintes

Femmes allaitantes

Enfants de 0-24 mois

Enfants de 0-59 mois (exceptionnellement à Obock et Dikhil).

A partir de la signature de l'IDA 3, les populations cibles seront élargies aux enfants de 0-59 mois.

- Zone d'intervention

Lors de choix des zones géographiques d'interventions du projet, la prévalence de la malnutrition et l'insécurité alimentaires sont déterminants.

Avec ce nouveau financement, en plus des critères de malnutrition et de l'insécurité alimentaire, pour l'extension des zones d'intervention, le critère de la pauvreté extrême sera également pris en compte.

Ainsi, les nouvelles zones cibles du projet sont: la sous-préfecture d'As-eyla, Yoboki et Mouloud pour la région de Dikhil et Allaili dada pour la région d'Obock.

Dans le tableau ci-dessous, les zones d'intervention sont présentées selon le type de financement et selon le milieu urbain et rural. Ainsi, les nouvelles zones d'intervention financé par l'IDA3 seront couvert qu'une fois que le financement IDA 1 et 2 sont épuisés.

**Tableau 1 : zones d'intervention par type de financement**

Type de financement	ZONES URBAINES (Djibouti-ville)	CHEFS LIEUX	ZONES RURALES
IDA 1 & IDA 2	Moustiquaires	Obock	Damerjog-Atar-Douda
	Balbala Quartier 5	Dikhil	Adaillou
	Hayabaley		Holl-Holl- Dasbio- Goubeto
	Bache à eau		
	Arhiba		
IDA 3			Es-eyla - Yoboki - Mouloud
			Allaili dada

## Cadre des resultats

Indicator Name	Unite	Référence	Decembre 2016	Cible 2017
<b>Indicateurs des Objectifs de Développement</b>				
Bénéficiaires des Programmes de Filets Sociaux	Nombre	0	<b>5569</b>	8 000
Bénéficiaires des Programmes de Filets Sociaux - Femmes	Nombre	0	<b>5235</b>	5 000
Femmes enceintes/allaitantes, filles adolescentes et/ou enfants de moins de cinq ans, bénéficiant des prestations de nutrition de base (nombre)	Nombre	0	<b>13671</b>	15 000
Proportion de femmes qui participent aux sessions sur la malnutrition qui exclusivement allaitent pendant les 6 premiers mois de vie du nourrisson.	Pourcentage	14.70	<b>40.0%</b>	40.0%
Nombre de (personne x jour) de travaux communautaires à haute intensité de main-d'œuvre offerts aux membres aptes au travail des ménages pauvres/vulnérables	Nombre	0	<b>379 800</b>	600 000
Pourcentage des bénéficiaires des travaux à haute intensité de main-d'œuvre qui sont pauvres (dessous la ligne de pauvreté a 40,8%)	Pourcentage	n.a.	<b>65%</b>	65%
Bénéficiaires directs du projet, dont :	Nombre	0	<b>13671</b>	100 000
Femmes bénéficiaires	Pourcentage	n.a.	<b>13.671 %</b>	50%
<b>Résultats Intermédiaires</b>				
Pourcentage de mères ayant eu au moins trois consultations prénatales durant la dernière grossesse, parmi celles qui ont participé aux sessions sur la nutrition.	Pourcentage	78.0%	<b>85.0%</b>	85.0%
Proportion d'enfants âgés de 6-24 mois qui ont un régime alimentaire diversifié parmi ceux qui ont participé aux sessions sur la nutrition	Pourcentage	32.1%	<b>55.0%</b>	55.0%
Femmes enceintes/allaitantes qui ont un régime alimentaire diversifié parmi celles qui ont participé aux sessions sur la nutrition	Pourcentage	23.3%	<b>60.0%</b>	60.0%
Montant total des indemnités payées aux bénéficiaires.	FD	0	<b>379 725 000</b>	570 000 000
Pourcentage de sessions sur la nutrition saisie dans le MIS	Pourcentage	n.a.	<b>55%</b>	80.0%

Nombre de bénéficiaires formés dans les compétences liées au travail (techniques de construction de base, artisanat), entrepreneuriat (GEA, microfinance)	Nombre	0	<b>1537</b>	2 000
Nombre de ménages inscrits dans le registre social avec un numéro identifiant unique	Nombre	0	-	20 000
Nombre de programmes qui utilisent les informations du registre social	Nombre	0	-	6